

Le Monde

Enquête en France contre quatre géants du textile, soupçonnés d'avoir profité du travail forcé des Ouïgours

Cette enquête du Parquet national antiterroriste fait suite à la plainte déposée par des ONG qui vise Uniqlo France, le groupe japonais Fast Retailing, Inditex (qui détient Zara, Bershka, Massimo Dutti), SMCP (Sandro, Maje, De Fursac...) et Skechers.

Le Monde avec AFP

Publié le 1^{er} juillet 2021

Le Parquet national antiterroriste (PNAT) a ouvert fin juin une enquête pour « recel de crimes contre l'humanité » visant quatre géants du textile, dont Inditex et Uniqlo, accusés d'avoir profité du travail forcé de Ouïgours en Chine, selon une source judiciaire, jeudi 1^{er} juillet, [confirmant une information de Mediapart](#).

Cette enquête, confiée au pôle « crimes contre l'humanité » du PNAT, fait suite à [la plainte déposée début avril par des ONG](#) visant Uniqlo France (qui s'était engagé, en 2020, à boycotter le coton du Xinjiang), le groupe japonais Fast Retailing, Inditex (qui détient les marques Zara, Bershka, Massimo Dutti), SMCP (Sandro, Maje, De Fursac...) et le chausseur de sport Skechers. Elle a été déposée à Paris par l'association anticorruption Sherpa, le collectif Ethique sur l'étiquette, l'Institut ouïghour d'Europe, ainsi que par une Ouïgoure ayant été internée dans la province du Xinjiang (nord-ouest de la Chine).

« Créer un risque judiciaire et une responsabilisation »

« C'est une première, cette enquête va nécessairement créer un risque judiciaire et une responsabilisation supplémentaire pour tous ceux qui, en toute impunité, pensaient pouvoir importer en France, pour s'enrichir, des ressources et des produits au prix des larmes et du sang », s'est félicité M^e William Bourdon, l'avocat des plaignants.

Pour Sandra Cossart, directrice de l'association Sherpa, l'ouverture de cette enquête « témoigne de l'implication potentielle des acteurs économiques dans la commission des crimes les plus graves afin d'augmenter leurs marges bénéficiaires ». « Il importe néanmoins de ne pas se limiter aux quelques acteurs ciblés ici : un système de dispositions légales rend possible chaque jour ces pratiques », a également déploré M^{me} Cossart. De son côté, SMCP a réagi par voie de communiqué et « réfuté avec la plus grande fermeté ces

accusations », exprimant son vœu de « *coopérer pleinement à l'enquête pour démontrer que celles-ci sont fausses* ».

Les associations, qui avaient annoncé d'autres plaintes en Europe, s'inscrivent dans un train d'initiatives lancées dans le monde par les défenseurs des droits humains en faveur des Ouïgours. Le sort de cette minorité, principalement musulmane, de langue turcique et qui représente un peu moins de la moitié des 25 millions d'habitants du Xinjiang, est l'objet d'une confrontation de plus en plus vive entre l'Occident et la Chine.

« Génocide »

Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, évoquent un « *génocide* » et des ONG accusent Pékin d'avoir interné depuis 2017 plus d'un million d'entre eux dans des centres de rééducation politique. Le régime communiste dément ce chiffre et assure qu'il s'agit de « *centres de formation professionnelle* » destinés à éloigner les Ouïgours de l'islamisme et du séparatisme, après une série d'attentats qui leur ont été attribués. Plusieurs entreprises de prêt-à-porter comme le Japonais Uniqlo, le Suédois H&M, l'Américain Nike ou l'Allemand Adidas, s'étaient engagées l'an passé à boycotter le coton du Xinjiang, et sont en retour visées par des appels au boycott en Chine.

La plainte, déposée pour « *recel de crime de réduction en servitude aggravée* », « *recel de crime de traite des êtres humains en bande organisée* » ou « *recel de crime de génocide et de crime contre l'humanité* », s'appuie principalement sur un rapport publié en mars 2020 par l'ONG Australian Strategic Policy Institute pour étayer les soupçons de commercialisation de vêtements ou de chaussures fabriqués en totalité, ou en partie, dans des usines où des Ouïgours sont soumis au travail forcé. Les associations estiment aussi que les sociétés visées ne justifient pas d'efforts suffisants pour s'assurer que leurs sous-traitants ne sont pas impliqués dans les persécutions des Ouïgours.